

NATO in Afghanistan. Fighting Together, Fighting Alone, David P. AUERSWALD et Stephen M. SAIDEMAN, 2014, Princeton, NJ, Princeton University Press, 260 p.

Dorothee Vandamme

Volume 45, Number 3, September 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1027571ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1027571ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vandamme, D. (2014). Review of [*NATO in Afghanistan. Fighting Together, Fighting Alone*, David P. AUERSWALD et Stephen M. SAIDEMAN, 2014, Princeton, NJ, Princeton University Press, 260 p.] *Études internationales*, 45(3), 484–486.
<https://doi.org/10.7202/1027571ar>

sur la politique nationale du Canada nous apparaît superficiel et caricatural.

Notre appréhension de l'analyse sur les relations canado-américaines de James va dans le même sens. Peut-on réellement penser que le Canada considère les États-Unis comme un adversaire à part entière ? C'est ce que James semble nous laisser croire par moments malgré certaines continuités pouvant illustrer le contraire. Il est également difficile de concevoir que cette nouvelle identité nuise aux relations canado-américaines en matière de sécurité. Par exemple, rien n'indique véritablement qu'il y ait une escalade du conflit dans l'Arctique entre le Canada et les États-Unis. Dans une autre optique, une confusion s'installe à plusieurs reprises entre la description du contexte international et les éléments factuels qui constituent les différents dossiers sécuritaires dans les relations transfrontalières entre le Canada et les États-Unis.

En somme, il nous apparaît excessif que la transformation après-11-Septembre du Canada soit considérée ultimement comme une bonne chose parce que ce dernier aurait entraîné le Canada vers un engagement international plus équilibré auprès de ses alliés et des pratiques effectives (p. 137). La relation qui peut exister entre un engagement militaire et l'influence internationale qui en découlerait reste encore aujourd'hui ambiguë. De même, le Canada peut-il réellement continuer de s'engager davantage dans des interventions militaires sans remise en question ? De plus, James n'apporte pas de recommandations pouvant être appliquées aux problèmes qu'il a soulignés à propos de l'élaboration et de la

mise en œuvre de la politique étrangère canadienne. Le type de texte choisi semble pourtant le permettre.

En guise de conclusion, la contribution de James aux débats de la PEC doit être discutée. Tout d'abord, l'auteur semble bien maîtriser la tension qui existe entre les postulats de base découlant de la littérature dans laquelle il souhaite s'inscrire. L'entreprise de faire une première synthèse de l'ensemble de ces événements complexes peut être à la fois la contribution et la faiblesse du travail de James. D'une part, les cas analysés ont souvent des dynamiques qui leur sont propres et qui sont peu ou pas discutées par l'auteur. D'autre part, le choix d'utiliser un ensemble théorique considéré souvent comme incommensurable joue également en défaveur de la démonstration de James. En résumé, cette évaluation ne convainc pas un observateur plus aguerri de la politique étrangère canadienne. Néanmoins, essayer de dégager une appréhension d'ensemble comme l'a fait James pour la PEC sur le plan sécuritaire reste un défi de taille qui doit être tôt ou tard entrepris afin de comprendre et d'évaluer la politique canadienne.

Philippe DUMAS

*École nationale d'administration publique
(ENAP)*

NATO in Afghanistan. Fighting Together, Fighting Alone

David P. AUERSWALD et Stephen M. SAIDEMAN, 2014, Princeton, NJ, Princeton University Press, 260 p.

Il est un fait relativement consensuel dans les relations internationales

que l'opération menée par l'OTAN en Afghanistan a souffert des nombreux *caveats* établis par les États membres pour encadrer les paramètres d'action de leurs contingents nationaux. Résultat d'une volonté politique, mais également de structures institutionnelles entraînant des engagements à géométrie variable, les *caveats* ne représentent en fait qu'un outil parmi d'autres permettant aux gouvernements de conserver le contrôle dans une opération multilatérale. L'ouvrage d'Auerswald et Saideman éclaire ainsi la réalité du contrôle politique sur l'engagement militaire dans une coalition multinationale. Qu'elle soit abordée sous l'angle de la stratégie, de la coopération ou de la reconstruction d'un État, l'opération en Afghanistan continue de faire couler beaucoup d'encre. Pourtant, malgré cette profusion de littérature, Auerswald et Saideman, en situant leur recherche tant dans le domaine des alliances, des relations civilo-militaires que de l'impact du contexte national sur l'engagement militaire extérieur, apportent une valeur ajoutée à la fois théorique et pratique dans le domaine.

L'analyse est structurée autour de l'interrogation suivante : Dans le contexte national des États membres de la coalition multilatérale, comment expliquer la variation dans le type et le degré d'engagement des contingents militaires ? En analysant cette question dans sa dimension institutionnelle nationale, Auerswald et Saideman mettent en lumière, outre la délégation d'autorité (dont les *caveats*), trois autres mécanismes de contrôle politique sur les troupes : la sélection des agents, les incitations et le contrôle. Dans un premier temps sont

étudiés les mécanismes institutionnels et outils politiques au sein de l'OTAN qui permettent aux États de conserver la primauté de l'autorité nationale sur la chaîne de commandement multilatérale. Néanmoins, malgré l'utilité d'une telle démarche, le véritable apport de la recherche se trouve dans le niveau d'analyse qu'adoptent les auteurs par la suite : au lieu de se concentrer sur les blocages institutionnels à l'intérieur de l'Alliance, ils replacent l'analyse au niveau national et, par une démarche inductive, s'emploient à développer un modèle d'analyse à deux niveaux en partant de la théorie de l'agence – le principal étant le décideur politique national et l'agent, le contingent militaire national. Cette approche leur permet ainsi d'aboutir à un modèle institutionnel et politique à deux niveaux mettant en lumière le comportement d'un État au sein d'une coalition multinationale : ce modèle hybride de relations principal-agents met à jour la double chaîne de commandement à laquelle doivent faire face les contingents militaires, en accentuant la primauté du niveau national, où le principal est une entité unique, face au commandement collectif des structures de l'OTAN.

Une première distinction est ainsi opérée entre les systèmes politiques où la prise de décision en politique étrangère est l'apanage d'un individu (les États-Unis, la France, la Pologne), et les systèmes parlementaires où la politique étrangère est définie par une coalition intragouvernementale (la Grande-Bretagne, le Canada, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark). Dans le premier cas, une sous-division permet de distinguer les dirigeants qui se focalisent sur le comportement des troupes

au cours de l'intervention (avec des mécanismes de contrôle plutôt restrictifs et stricts) et ceux dont l'attention se porte sur le résultat de l'opération (et dont les mécanismes de contrôle et les restrictions sont plus souples). Auerswald et Saideman notent en ce sens l'importance de la personnalité du leader et de son parcours personnel. Dans le cas de régimes parlementaires, l'accent est mis sur la nature des partis politiques de la coalition dirigeante et leur orientation idéologique – à la fois la tendance générale de la coalition et l'idéologie de chaque parti. Il est intéressant de noter que sont également développés les cas de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui sont partenaires mais non membres de l'OTAN, ce qui permet ainsi d'évaluer l'importance de l'adhésion à l'OTAN sur le degré d'engagement des États dans l'intervention. Ces cas d'application permettent aux auteurs de démontrer que, quel que soit le statut du pays vis-à-vis de l'Alliance ou du système politico-institutionnel de l'État, la primauté de décision et de contrôle sur le militaire réside bien au niveau national et non au niveau multilatéral des structures de l'OTAN. Les auteurs ne cherchent donc pas à se limiter aux seuls cas des membres de l'Alliance, mais bien à généraliser les résultats dans le cadre d'opérations multilatérales pour aboutir à une théorie générale – une ambition énoncée dès l'introduction de l'ouvrage.

L'objectif poursuivi par Auerswald et Saideman ne manque pas d'attrait : que ce soit dans les milieux scientifiques ou politiques, comprendre les obstacles aux opérations multilatérales est une tâche nécessaire et complexe. La structuration de la recherche autour

de la théorie de l'agence permet aux auteurs d'intégrer dans une approche institutionnelle des théories cognitives généralement élaborées dans le cadre d'analyses de politique étrangère (ou FPA). Néanmoins, malgré sa richesse, il semble manquer dans l'analyse une étape supplémentaire qui permettrait d'intégrer la recherche dans une théorie générale sur la prise de décision dans le cadre d'opérations multilatérales. En effet, qu'elle soit abordée sous l'angle de l'alliance ou bien sous celle du contrôle civil sur les contingents militaires, la recherche relève bien d'une analyse de politique étrangère, en ce sens que le questionnement des auteurs porte, *in fine*, sur le processus décisionnel d'une politique précise. Dès lors, dans leur volonté d'aborder la question sous l'angle institutionnel, Auerswald et Saideman omettent d'autres approches complémentaires – ou les mettent sciemment de côté. En ce sens, l'ouvrage représente donc à la fois l'aboutissement de la recherche des auteurs et l'ouverture de nouvelles pistes de recherche pour le futur.

Dorothee VANDAMME

Université catholique de Louvain, Belgique

MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISME

Globalization and Governance

Jon PIERRE, 2013, coll. *Social and Political Subject*, Cheltenham, R.-U.,
Edward Elgar, 181 p.

Ce petit livre délimite nettement son sujet, s'en tient à celui-ci et suit un plan clair. Il étudie l'effet de la mondialisation aux États-Unis, au Japon et